

AVIS DE MARCHE

Appel d'Offres Ouvert
CCIC/DCP/2021.004

*Chambre de Commerce
et d'Industrie
de Corse*

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR

M.Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse
Hôtel Consulaire - Rue du Nouveau Port
20293 Bastia Cedex
Tel :04.95.54.44.44 - Fax: 04.95.54.44.45

CORRESPONDANT :

M.Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse
Hôtel Consulaire - Rue du Nouveau Port
20293 Bastia Cedex
Tel :04.95.54.44.44 - Fax: 04.95.54.44.45

PRINCIPALE(S) ACTIVITE(S) DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Services généraux des administrations publiques / activités portuaires

Objet du marché :

L'achat de 4 véhicules électriques pour les services de la Direction des Concessions Portuaires de Bastia

Lieux de livraison : Port de Commerce de Bastia

Type de marchés :

Marché de Fourniture

Nomenclature Européenne CPV :

34144900-7 | Véhicules électriques

Durée du marché : 6 mois

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :

Les caractéristiques des véhicules sont indiquées dans le descriptif technique de chaque lot. Il s'agit de véhicules électriques.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence.

MODE DE PASSATION DU MARCHE :

Procédure d'appel d'offres ouvert définie par les articles, L.1 à L.6, R2113-1, R2124-1, R2124-2.1° ; R2161-3.2°, R2161-4, R2161-5 du Code de la Commande publique

MODE DE DEVOLUTION

Conformément aux dispositions de l'article R2113-1 du Code de la Commande Publique et afin de susciter la plus large concurrence, le Pouvoir Adjudicateur passe le marché en lots séparés. Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots.

La présente procédure regroupe 2 (deux) lots :

Lot 1 : Achat de deux véhicules utilitaires électriques légers à plateau

Lot 2 : Achat de deux Fourgons utilitaires légers électriques

L'avis concerne 02 marchés publics.

MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT ET/OU DE REFERENCES AUX TEXTES QUI LES REGLEMENTENT :

- Les articles R.2113-3 à R.2191-53 du Code de la Commande Publique

- Le paiement des acomptes est de 30 jours par virement
- Crédits ouverts aux sections : 120

LANGUE DANS LAQUELLE LES CANDIDATURES ET LES OFFRES DOIVENT ETRE ADRESSEES :

Le Français

UNITE MONETAIRE UTILISEE :

L'euro

Le dossier de consultation et le règlement de consultation sont à télécharger directement sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat ((<https://www.marches-publics.gouv.fr>)), dès la mise en ligne de la présente consultation.

Les candidats devront déposer leur dossier de candidature sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Présentation des documents et des renseignements à fournir par le candidat :

Pièces de Candidature :

- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Tous documents permettant à l'acheteur la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle du candidat au regard de sa capacité économique et financière, de ses capacités techniques et les moyens et compétences professionnels du candidat conformément à l'article R.2143.5 du Code de la Commande Publique, ainsi que des documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à les engager.
- La présentation d'une liste de Références pour des prestations similaires sur les trois dernières années

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché public en application des dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique, ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique produisent des dossiers de candidatures ne comportant pas les pièces mentionnées aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Pièces techniques et financières complétées et signées :

- L'acte d'engagement pour chaque lot
- Le descriptif technique pour chaque lot
- Le CCTP commun aux lots
- Le CCAP commun aux lots

Date limite de remise des offres :

Le 8 février 2021 à 10h.

CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES :

Les candidatures qui n'ont pas été écartées sont examinées au regard :

- Des garanties et de la capacité économique et financière
- des capacités techniques et professionnelles du candidat,

CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES POUR L'ENSEMBLE DES LOTS :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération:

- Le prix du véhicule (60%)
- Le délai de livraison (40%)

DUREE DE VALIDITE DES OFFRES : 6 MOIS

NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE AU MARCHE PAR L'ENTITE ADJUDICATRICE: 2021.004

Renseignements complémentaires

Renseignements administratifs : Direction Juridique et Affaires Générales/Bureau de la commande publique
Tél : 04.95.54.44.38/ 04.95.54.44.66

Renseignements techniques :

Les questions devront être posées sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat ((<https://www.marches-publics.gouv.fr>))

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

Tribunal Administratif de Bastia
Chemin Montépiano
20407 Bastia Cedex
Tel :04.95.32.88.66 Fax : 04.95.32.88.55

Services auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Direction Juridique et Affaires Générales
Tel : 04.95.54.44.66 et 04.95.54.44.38

ORGANE CHARGE DES PROCEDURES DE MEDIATION :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Litiges, Place Félix-Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 06

Précisions concernant le(s) détail(s) d'introduction des recours : Le Tribunal peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr par :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L551-1 à L 551-12 du Code de Justice Administratif (C.J.A.) et pouvant être exercé avant la signature du contrat dans un délai de 16 jours, à compter de la date de notification du rejet de l'offre.
- Référé contractuel prévu aux articles L 551-13 à L 551-23 du Code de Justice Administratif (C.J.A.) et pouvant être exercé dans les délais de 31 jours ou de 06 mois en cas d'absence de publicité,
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique,
- Recours contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du C.J.A. et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou publication de la décision par la personne publique

ENVOI AU JOUE : OUI, LE 04 JANVIER 2021

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : LE 04 JANVIER 2021